



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR LE PROCHE-ORIENT

Trente-septième session

Amman (Jordanie) 5-8 février et 4-5 mars 2024

Forum arabe pour le conseil rural

Résumé

Les services de conseil rural jouent un rôle essentiel dans l'acquisition d'une plus grande autonomie de la part des petits exploitants en aidant ces derniers à renforcer leurs compétences et à adopter les pratiques dont ils ont besoin pour relever les défis qui se présentent en termes de productivité et de rentabilité, et pour améliorer leurs conditions de vie. Ainsi contribuent-ils à la transformation rurale. Dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord, les petits exploitants représentent la grande majorité des producteurs agricoles, mais ils ne disposent pas d'un accès satisfaisant aux divers services de conseil rural nécessaires pour améliorer les moyens d'existence fondés sur l'agriculture.

Plusieurs facteurs institutionnels, organisationnels et financiers ont entravé le bon fonctionnement des services de conseil rural dans la région, ce qui a limité leur disponibilité aux niveaux requis en termes de qualité et d'envergure. En 2021 et 2022, la FAO a réalisé une étude régionale consacrée au développement des services de conseil rural dans les pays arabes en faveur des activités à visée commerciale et de la transformation inclusive. Cette étude a permis d'apprécier les services de conseil rural compte tenu de leur orientation vers le marché, de leur pluralisme et de leur capacité d'ajustement aux besoins de différentes catégories d'agriculteurs, l'accent étant mis sur les petits exploitants et les producteurs vulnérables.

Les recommandations formulées à l'issue de l'étude comprenaient le renforcement de la constitution de réseaux régionaux et de la coopération – ce qui est attendu depuis longtemps – grâce à la création d'un forum spécialement consacré à ce domaine, sous l'égide du Forum mondial pour le conseil rural. La possibilité de créer un tel forum a été examinée et approuvée au cours de trois consultations régionales successives, respectivement organisées en juin 2022, février 2023 et juillet 2023. Celles-ci ont permis de rassembler les principales parties prenantes des services de conseil rural dans l'ensemble de la région, notamment des décideurs, des représentants d'organisations régionales ou internationales, des spécialistes et des défenseurs des services de conseil rural, qui sont parvenus à un consensus sur la vision, la mission, les valeurs, les principes et les fonctions dudit forum, ainsi que sur un plan par étape visant sa création.

Les documents peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.

Cette instance appelée Forum arabe pour le conseil rural est avant tout conçue aux fins de la constitution de réseaux entre les parties prenantes des services de conseil rural, de l'échange d'informations et d'expériences et de la gestion des connaissances. Sur demande des parties prenantes, la FAO, en collaboration avec le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Forum mondial pour le conseil rural, a appuyé le processus qui a donné naissance au Forum arabe pour le conseil rural en facilitant les interactions entre les parties prenantes aux niveaux régional et national et en apportant son concours aux différentes dispositions techniques, institutionnelles et organisationnelles nécessaires aux fins de son fonctionnement, ce qui permet le lancement officiel de cette instance.

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser au:

Secrétariat de la Conférence régionale pour le Proche-Orient

FAO-RNE-NERC@fao.org

I. Contexte

1. Dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord, l'activité agricole repose sur les petits agriculteurs, qui contribuent à environ 80 pour cent de la production de diverses cultures annuelles ou pérennes, ainsi que de certains animaux d'élevage, et la majorité d'entre eux sont des agriculteurs familiaux¹. Malgré la prévalence de la petite agriculture, la productivité et la rentabilité de celle-ci sont compromises par divers facteurs économiques, environnementaux et institutionnels interdépendants que l'on observe aux niveaux mondial, régional et local. Il s'agit notamment de l'impact croissant du changement climatique, de la raréfaction et de la fragilité des ressources naturelles (en particulier de l'eau), de la volatilité des prix sur les marchés internationaux et intérieurs, des crises ou conflits prolongés, de l'instabilité politique dans certains pays, de politiques discriminatoires, et de normes institutionnelles, de normes sociales et de normes fondées sur le genre². Les politiques de développement agricole et rural négligent souvent les besoins spécifiques des petits agriculteurs et laissent ces derniers aux prises avec les conséquences de la fragmentation des terres, d'un manque d'organisation, ainsi que d'infrastructures et de services ruraux plus rares et difficiles d'accès, alors que ces exploitants ne sont guère en mesure de tirer parti des avancées technologiques et des dynamiques du marché. La combinaison de ces facteurs défavorables creuse les inégalités entre les petits exploitants et les producteurs à grande échelle³, entre les zones rurales et les zones urbaines et entre les agriculteurs et les agricultrices, ce qui aggrave l'insécurité alimentaire, la pauvreté et l'exode rural vers les zones urbaines et vers l'étranger, les exploitants vulnérables et marginaux étant particulièrement défavorisés. Il est aussi important de noter que les petits agriculteurs familiaux constituent environ 70 pour cent des pauvres de la région⁴.

2. Les services de vulgarisation et de conseil rural jouent un rôle essentiel en permettant aux agriculteurs de relever les défis liés à la production et à la commercialisation. Les services de conseil rural renvoient aux différentes activités qui permettent de fournir les informations et les services nécessaires et attendus par les agriculteurs et les autres acteurs travaillant en milieu rural, afin de les aider à renforcer leurs pratiques et leurs compétences techniques, organisationnelles et de gestion et, ainsi, à améliorer leurs moyens d'existence et leur bien-être⁵. Le champ d'application des services de conseil rural va au-delà des techniques de production et du partage de l'information. Il englobe aussi les services qui facilitent l'accès des agriculteurs aux marchés des intrants et aux marchés des produits agricoles, ainsi que les services qui permettent d'agir collectivement et de prendre des décisions en connaissance de cause afin d'accroître les revenus et d'améliorer les moyens d'existence ruraux. Ces services, que l'on définit au sens large comme des services axés sur le marché, comprennent les informations sur les prix du marché, la gestion des exploitations agricoles, les questions financières et les techniques et moyens de mécanisation améliorés, y compris l'adoption de solutions numériques. Les données dont on dispose montrent que ces services diversifiés sont souvent fournis par de nombreux prestataires des secteurs public et privé, des organisations de producteurs et des groupes de la société civile, selon ce qui est défini comme un système de services pluralistes⁶.

¹ Marzin, J., Bonnet, P., Bessaoud, O., et Ton-Nu, C. 2017. *Study on small-scale family farming in the Near East and North Africa region. Synthesis*. Le Caire: FAO, Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) et Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM). <https://www.fao.org/3/i6436e/i6436e.pdf>.

² FAO. 2021d. *Near East and North Africa – Regional Overview of Food Security and Nutrition 2021: Statistics and trends*. Le Caire, FAO. <https://doi.org/10.4060/cb7495en>.

³ FAO. 2020. *Priorities for Food and Agriculture in the Near East and North Africa Region. A background paper prepared in view of the 35th FAO Regional Conference for the Near East*. Le Caire, Bureau régional de la FAO pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord. <https://www.fao.org/3/cb9865en/cb9865en.pdf>.

⁴ FAO. 2017. *Proceedings from Technical Meeting on Social Protection as a Tool for Poverty Reduction in the Near East and North Africa. 29th and 30th March. Beyrouth. Lebanon*. <https://www.fao.org/3/i7651e/i7651e.pdf>.

⁵ Christoplos, I. 2010. *Mobilizing the potential of rural and agricultural extension*. Rome, FAO et Forum mondial pour le conseil rural. <http://www.fao.org/docrep/012/i1444e/i1444e.pdf>.

⁶ FAO. 2017. *Pluralistic Service Systems Market-oriented services for reducing rural poverty: Conceptual framework*. Rome. <https://www.fao.org/3/i7249e/i7249e.pdf>.

3. Les services de conseil rural apparaissent par conséquent essentiels aux fins de la transformation rurale. Définie au sens large comme le processus visant l'amélioration des moyens d'existence et une croissance inclusive grâce à une meilleure productivité agricole et à davantage d'excédents commercialisables, à plus de débouchés professionnels non agricoles, à un meilleur accès aux services et aux infrastructures et à la possibilité de peser sur les politiques⁷, la transformation rurale doit être étroitement liée à la transformation des systèmes agroalimentaires pour être plus efficace, plus inclusive, plus résiliente et plus durable.

4. Les participants à la 36^e session de la Conférence régionale de la FAO pour le Proche-Orient ont demandé à l'Organisation de soutenir l'amélioration des services de vulgarisation et de conseil sous la forme de systèmes pluralistes et axés sur le marché, en prêtant une attention particulière à l'innovation et aux questions d'inclusion et de genre. En conséquence, la FAO a réalisé une étude régionale consacrée au développement des services de conseil rural dans les pays arabes afin de promouvoir les activités à visée commerciale et la transformation rurale. Cette étude a donné lieu à des évaluations des services de conseil rural en Égypte, en Jordanie et au Liban, selon leur pluralisme et leur orientation vers le marché⁸. Nourrie d'études analogues précédemment réalisées à Oman et en Tunisie, ainsi que d'un examen élargi de la littérature relative aux services de conseil rural, elle a permis de mettre l'accent sur les capacités d'ajustement des services de conseil rural face aux besoins des petits agriculteurs et sur la possibilité, pour différentes catégories d'agriculteurs d'accéder à ces services. Les conclusions ont mis en évidence des lacunes et des points d'entrée susceptibles d'éclairer les recommandations relatives aux politiques et à la planification stratégique, aux niveaux national et régional, en faveur des moyens d'existence ruraux et d'une transformation rurale inclusive et durable.

II. Situation des activités de vulgarisation et des services de conseil rural dans la région arabe

5. Comme l'illustre l'étude de la FAO consacrée au développement des services de conseil rural dans les pays arabes en faveur des activités orientées vers le marché et d'une transformation inclusive, les activités de vulgarisation et les services de conseil rural dans la région sont essentiellement le fait du secteur public et se concentrent dans une large mesure sur les difficultés d'ordre technique liées à la production agricole, à la protection des végétaux et, dans une certaine mesure, à la gestion des ressources naturelles. Le manque de liens entre les activités de recherche et de vulgarisation pèse sur la qualité des services de conseil rural et limite les possibilités d'interventions rapides, adaptées à l'évolution du secteur agricole. Dans la plupart des pays de la région, les services de conseil rural laissent encore à désirer quand il s'agit d'affronter les questions relatives à l'accès aux marchés, à la filière agroalimentaire, à la valeur ajoutée et à la facilitation de l'action collective afin d'aider les agriculteurs à surmonter leurs difficultés. Exception faite des approches visant certains thèmes, des lacunes considérables existent en raison de la réduction des effectifs au sein des services publics de vulgarisation, ainsi que des activités de sensibilisation et du soutien du secteur public. En conséquence, les services de conseil rural n'atteignent ni les petits exploitants ni les agriculteurs désavantagés de manière efficace et ils sont particulièrement insuffisants pour répondre aux besoins et relever les défis liés au genre et à l'âge. Ils doivent en outre contribuer à l'enrichissement des connaissances, au renforcement des compétences relatives à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à ses effets, au renforcement de la résilience et à l'amélioration des activités de sensibilisation grâce à l'utilisation des outils numériques⁹.

⁷ FIDA. 2016. *Rural Development Report 2016 Rural Fostering inclusive rural transformation*. Rome.

⁸ Les services de conseil pluralistes et orientés vers le marché couvrent toute une gamme de services économiques, techniques, sociaux, organisationnels et juridiques. Ils sont fournis par divers acteurs et leur financement provient de différentes sources. Cette pluralité des acteurs est susceptible de rendre les services plus inclusifs, plus réactifs à la demande et mieux adaptés aux besoins des agriculteurs.

⁹ FAO. 2023. *Advancing Rural Advisory Services in Arab countries to promote market-orientation and inclusive transformation: a regional study*. FAO, Rome.

6. Sur le plan de l'action publique, on relève un manque de politiques consacrées aux services de conseil rural et, quand celles-ci existent, leur mise en œuvre et leur intégration dans les stratégies nationales agricoles et rurales laissent à désirer. Largement sous-financés, les services de conseil rural sont lacunaires et difficiles d'accès lorsque les agents publics de vulgarisation sont peu nombreux ou quand les ressources nécessaires manquent pour réaliser les tâches requises.

7. Les actions collectives offrent quant à elles un potentiel inexploité en ce qui concerne la prestation de services de conseil rural. À cet égard, les contraintes sont le manque d'organisation des petits producteurs; les capacités limitées des organisations de producteurs¹⁰, notamment des coopératives agricoles, de commercialisation et de services au niveau local, qui ne leur permettent pas de répondre à tous les besoins des petits agriculteurs; et la sous-représentation des femmes au sein de ces mêmes organisations et coopératives.

8. Les efforts consentis en ce qui concerne les services de conseil rural pluralistes se révèlent être fragmentés ou présentent des doublons. Il y a aussi un manque d'intégration et de coordination entre les prestataires de services des différents secteurs (public, privé, organisations non gouvernementales locales ou internationales, institutions de recherche, organisations de producteurs). On a aussi observé l'absence d'une vision commune et le manque d'impulsions mobilisatrices, de suivi des activités prioritaires et de spécialisation.

9. Faute de possibilités d'échange des connaissances et des expériences entre les acteurs des services de conseil rural, les prestataires sont en général isolés. Les mécanismes de partage des connaissances en faveur de l'apprentissage croisé et du renforcement des services de conseil rural aux niveaux national et/ou régional sont insuffisants.

III. Mesures prises à l'échelle mondiale aux fins du développement des services de conseil rural

10. Les défis susmentionnés ne concernent pas uniquement la région arabe. Les services de vulgarisation et de conseil rural de nombreux pays de toutes les régions affrontent en effet les mêmes difficultés. Les efforts consentis au niveau international pour trouver des solutions face aux problèmes intéressant les services de conseil rural ont culminé avec la création du Forum mondial pour le conseil rural en 2010. L'objectif de celui-ci est de faire mieux connaître et de valoriser les services consultatifs pluralistes et axés sur la demande afin d'améliorer les résultats des prestataires correspondants pour mieux répondre aux besoins des familles d'agriculteurs et des producteurs ruraux au niveau national.

11. Le Forum mondial pour le conseil rural privilégie quatre domaines d'action stratégiques, à savoir: 1) les politiques, en menant des activités de sensibilisation et de soutien en faveur de la mise en place d'un environnement politique favorable et d'investissements appropriés dans les services de conseil rural; 2) la professionnalisation, en améliorant la qualité et les normes des services de conseil rural pour répondre à l'évolution de la demande des parties prenantes; 3) le savoir, en facilitant et en améliorant l'élaboration et l'échange efficaces et permanents des connaissances; 4) le renforcement des réseaux, en apportant un soutien ciblé aux divers réseaux régionaux et sous-régionaux pour renforcer les compétences et les capacités au service de la mission et de la vision du Forum¹¹.

¹⁰ Dans les pays de la région Proche-Orient et Afrique du Nord, les organisations de producteurs soutiennent à divers degrés les petits exploitants familiaux eu égard à l'accès aux services de conseil rural, au marché et à la valeur ajoutée. La portée de ces initiatives demeure toutefois limitée. En général, on considère que les organisations de producteurs manquent de force et ne disposent pas de moyens suffisants. Il faut par conséquent contribuer à l'amélioration des lois et des réglementations qui régissent les organisations de producteurs, au renforcement des capacités de celles-ci sur le plan technique et en matière de gestion et de commercialisation, et au rétablissement de leur image en tant qu'acteurs fondamentaux de la prestation de services et de l'accès au marché en faveur des petits agriculteurs. Les études régionales conduites au Liban, en Jordanie et en Égypte et les mesures prises dans la plupart des pays arabes confirment que les organisations de producteurs sont importantes pour atteindre les petits agriculteurs et contribuer à une transformation rurale durable.

¹¹ Source: <https://www.g-fras.org/en/>.

12. Le Forum mondial pour le conseil rural a eu des incidences sur les services de conseil rural, en termes de résultats et de communication, grâce à la mise en place de 18 réseaux régionaux et de plus de 40 forums nationaux. Les seconds contribuent à l'établissement de priorités entre les enjeux nationaux et à la formulation des demandes devant être prises en compte aux niveaux régional et mondial. Les premiers participent aux activités de sensibilisation et à la gestion des connaissances à l'échelle régionale, assurent un encadrement et soutiennent la mobilisation de ressources au service des plateformes nationales.

13. Pour le moment, les prestataires de services de conseil rural dans les pays arabes de la région Proche-Orient et Afrique du Nord sont coupés des activités du Forum mondial pour le conseil rural, faute d'un réseau couvrant cette région. Tant à l'échelle régionale qu'au niveau national, il n'existe aucune plateforme destinée à l'apprentissage croisé ou aux activités régionales de sensibilisation visant à représenter ou à renforcer les services de conseil rural.

IV. Développement des services de conseil rural dans la région arabe: recommandations relatives aux politiques et à la programmation

14. La mise en place d'un environnement favorable aux services de conseil rural, dans le cadre élargi d'une transformation rurale inclusive, est préconisée dans l'étude de la FAO consacrée au développement des services de conseil rural dans les pays arabes. Les recommandations formulées comprenaient, entre autres, l'accroissement des investissements publics dans les services de conseil rural, ainsi qu'une meilleure mobilisation des ressources, aux fins d'un appui adapté, concret et orienté vers le marché en faveur des petits agriculteurs au niveau décentralisé; le renforcement à grande échelle des capacités permettant aux services de conseil rural de soutenir l'agriculture en tant qu'activité commerciale tout en renforçant les organisations et les coopératives paysannes en tant que principaux acteurs des systèmes de services pluralistes; l'amélioration de l'image des organisations de producteurs et des coopératives, ainsi que le renforcement de leur rôle dans la prestation de services orientés vers le marché; et la promotion de l'échange de connaissances et de bonnes pratiques dans l'ensemble de la région.

15. Le rôle joué par les technologies de l'information et de la communication (TIC) et par les technologies numériques dans la prestation des services de conseil rural est aussi reconnu dans l'étude, dans laquelle une attention particulière est accordée aux aspects relatifs au degré d'ouverture, à l'accessibilité et à l'égalité de genre, y compris à l'alphabétisation numérique, grâce au partage de pratiques, d'approches et des enseignements tirés de l'expérience entre les pays de la région.

16. L'étude invitait en outre à mettre en place des programmes régionaux de modernisation des services de conseil rural en vue de faciliter le dialogue sur les politiques, de renforcer les capacités des prestataires de services de conseil rural, ainsi que les coopératives offrant des services et un accès au marché, de générer des connaissances, d'élaborer des outils numériques et du matériel didactique, de mettre au point de bonnes pratiques et de faciliter la coopération et l'apprentissage au moyen d'échanges universitaires et de programmes de recherche conjoints.

17. Il est aussi important de noter les recommandations relatives au renforcement de la coopération régionale grâce à la création d'un forum consacré à la vulgarisation et aux services de conseil rural dans la région, affilié au Forum mondial pour le conseil rural et dans le même esprit que les autres réseaux régionaux à travers le monde. La coopération et la constitution de réseaux au niveau régional peut en effet contribuer grandement à la concrétisation des recommandations susmentionnées, en tirant parti des possibilités offertes par le partage d'expériences, la diffusion de connaissances et l'apprentissage partagé.

V. Dialogues sur les politiques relatives au développement de services de conseil rural dans la région arabe

18. Les recommandations susmentionnées ont été examinées et approuvées dans le cadre d'une concertation régionale organisée par la FAO, en juin 2022, avec les parties prenantes des services de conseil rural de la région, notamment des décideurs et des représentants du secteur privé, de coopératives et d'organisations paysannes.

19. Les parties prenantes de la région se sont penchées sur l'importance stratégique de la coopération régionale et sur la constitution de réseaux aux fins de la modernisation des services de conseil rural et de la contribution de ces derniers à un processus plus large de transformation rurale dans la région. Beaucoup de temps a été consacré à l'examen des recommandations formulées dans l'étude au sujet du renforcement de la coopération régionale et de la constitution de réseaux, à la lumière de l'expérience du Forum mondial pour le conseil rural. Les participants se sont concertés et ont approuvé la possibilité d'établir un forum consacré aux services de conseil rural dans la région arabe, appelé Forum arabe pour le conseil rural, qui va dans le même sens que les forums régionaux fonctionnant sous la houlette du Forum mondial pour le conseil rural en Afrique, en Asie, en Europe, en Amérique latine et, plus récemment, en Amérique du Nord. L'invitation à créer cette instance s'inscrit dans le cadre de la Stratégie de la FAO en matière de science et d'innovation, ainsi que dans le plan d'action régional de l'Organisation, qui appelle à appuyer les politiques et à soutenir les dialogues entre parties prenantes concernant le développement des services de conseil rural en tant que systèmes pluralistes et orientés vers le marché en faveur d'une transformation rurale inclusive.

20. La FAO a par conséquent stimulé l'élaboration d'un plan par étapes visant la création dudit forum, avec l'appui d'un groupe consultatif composé de 10 experts et praticiens de la région, du FIDA et du Forum mondial pour le conseil rural, qui œuvrent à titre volontaire. Le projet de plan par étapes visant la création du Forum arabe pour le conseil rural a été présenté et examiné durant une réunion organisée à distance le 23 février 2023 et qui a rassemblé plus de 80 participants de la région, dont les observations ont ensuite été recueillies au moyen d'un questionnaire en ligne.

21. Le plan par étapes a ensuite été présenté à la réunion régionale hybride organisée par la FAO en collaboration avec le FIDA au Caire les 24 et 25 juillet 2023. La réunion avait pour objectif de débattre de la vision, de la mission et des fonctions du Forum arabe pour le conseil rural, ainsi que des étapes menant à son lancement officiel au cours des premiers mois de 2024, puis de parvenir à un consensus sur ces divers points et de les avaliser. La réunion a rassemblé des représentants officiels des ministères de l'agriculture de 14 pays arabes¹² et des experts et des praticiens représentant différentes parties prenantes nationales et organisations internationales et régionales, notamment l'Association des institutions de recherche agricole du Proche-Orient et d'Afrique du Nord, le Centre arabe pour l'étude des zones arides et des terres sèches, l'Organisation des femmes arabes, le Centre international de recherche agricole dans les zones arides, le Centre national de recherche agronomique de Jordanie, le Forum mondial pour le conseil rural et les réseaux régionaux de celui-ci en Afrique, en Amérique du Nord et en Asie du Sud.

22. Les participants sont parvenus à un consensus sur la vision, la mission, les principes, les valeurs et les fonctions du Forum arabe pour le conseil rural, conformément à la note établie d'un commun accord durant la réunion. Ils ont aussi analysé des formats institutionnels et des modalités opérationnelles et techniques possibles en vue du bon fonctionnement dudit forum. La réunion a été l'occasion de former un groupe de base de la communauté du Forum arabe pour le conseil rural. Les participants ont décidé de former ce noyau afin que ses membres endossent le rôle de coordonnateurs pour leurs institutions et pays respectifs lors de la phase de mise en place initiale. Les participants ont exprimé leur soutien à l'initiative et ont demandé à la FAO et au FIDA de prendre les mesures nécessaires pour faciliter la création du Forum arabe pour le conseil rural, en étroite collaboration avec les organisations et les parties prenantes régionales et nationales intéressées. Le FIDA a fait part de

¹² Pays et territoires: Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Égypte, Iraq, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Oman, Palestine, Qatar, République arabe syrienne et Yémen.

son intention de continuer à collaborer avec la FAO et à soutenir les activités liées au lancement et à la création du Forum arabe pour le conseil rural.

23. Les conclusions de la réunion ont été communiquées conjointement par la FAO et le FIDA aux ministères de l'agriculture via les voies officielles, sollicitant l'intérêt et le soutien des parties prenantes dans les pays membres en vue du lancement officiel du Forum arabe pour le conseil rural au cours du premier trimestre 2024.

VI. Préparation du lancement du Forum arabe pour le conseil rural: vision, mission et plan par étapes

24. On trouvera dans les paragraphes ci-après la présentation de la vision du Forum arabe pour le conseil rural, ainsi que sa mission et ses fonctions, ses principes et valeurs et ses thèmes principaux, tels qu'approuvés par les participants à la réunion régionale susmentionnée.

Vision: Les services de conseil rural contribuent efficacement à la transformation durable et inclusive des systèmes agroalimentaires dans les pays arabes.

Mission: Renforcer la constitution de réseaux, l'échange de connaissances, l'apprentissage et les activités de sensibilisation en faveur de la mise en place d'un environnement stratégique et juridique porteur, aux fins de la promotion de l'innovation et de la modernisation des services de conseil rural et de vulgarisation pour que ceux-ci soient inclusifs, tiennent compte des questions de genre, soient orientés vers le marché et répondent à la demande.

Principes et valeurs: Le fonctionnement du Forum arabe pour le conseil rural appliquera et respectera les principes suivants: i) processus démocratiques; ii) respect de la nature et de tous ses habitants; iii) ouverture; iv) participation et autodétermination; v) transparence; et vi) responsabilisation et enseignements tirés des processus. Conformément aux principes susmentionnés, le Forum arabe pour le conseil rural fera siennes les valeurs ci-après dans le cadre de ses activités et de la concrétisation de ses fonctions: i) égalité des genres; ii) approche ascendante et orientation vers la demande; iii) structure légère, souple et réactive; iv) processus multipartite; et v) apprentissage et adaptation; et vi) collaboration.

Fonctions prioritaires: Lors de la réunion, les participants ont approuvé les sept fonctions prioritaires du Forum arabe pour le conseil rural comme suit:

1. constitution de réseaux entre les parties prenantes;
2. partage des informations et des expériences;
3. gestion des connaissances;
4. facilitation de l'accès aux possibilités de renforcement des capacités et d'apprentissage;
5. promotion des outils numériques au service des services de conseil rural;
6. sensibilisation et dialogue sur les politiques;
7. appui apporté aux mesures visant la modernisation des services de conseil rural au niveau national.

Principaux thèmes: Les domaines d'action thématiques couvriront les principaux thèmes suivants:

- atténuation du changement climatique, adaptation à ses effets et gestion des ressources naturelles;
- intensification durable et productivité;
- services orientés vers le marché et entrepreneuriat agricole;
- ouverture, intégration des jeunes et égalité des genres;
- action collective et organisations paysannes;
- gouvernance des services de conseil rural et collaboration multipartite;
- innovation, technologies de l'information et des communications et technologies numériques.

25. Conformément à ce qui précède, le Bureau régional de la FAO pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, en collaboration avec le FIDA, continuera à soutenir le processus menant à l'établissement du Forum arabe pour le conseil rural, suivant une approche concertée et consultative, axée sur les actions suivantes:

- faire participer les parties prenantes aux niveaux national et régional, à l'aide d'une vision et d'un message précis, compte tenu du pluralisme existant au sein des systèmes de prestation de services;
- appuyer la phase visant à donner naissance au Forum arabe pour le conseil rural et favoriser le fonctionnement souple de celui-ci grâce à un format institutionnel à la fois léger, élastique et informel, susceptible d'évoluer et d'être adapté au fur et à mesure;
- soutenir la mise au point d'instruments de communication, d'outils techniques et de dispositions organisationnelles au service de la mise en place rapide et efficace du Forum arabe pour le conseil rural (création d'une plateforme web de communication visant à faciliter les interactions entre les parties prenantes; élaboration d'une base de données des institutions et des parties prenantes liées aux services de conseil rural aux niveaux régional et national; constitution d'une base de connaissances au service de la production et de la diffusion d'informations).

26. La FAO appelle les États membres à approuver la création du Forum arabe pour le conseil rural et à soutenir sa concrétisation, à désigner des points focaux, à encourager les institutions et les parties prenantes pertinentes à rejoindre celui-ci et à renforcer sa mission, en tant qu'instance ayant un effet levier en faveur d'une transformation rurale inclusive et durable aux niveaux national et régional.